MTL.

Raad
- 1 5 VII 1957
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L.5785/2.

coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 juin 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "complétant l'arrêté royal du 20 octobre 1953, relatif aux Commissions de Contrôle et de Révision pour résistants armés", a donné le 19 juin 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e juni 1957 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanvulling van het koninklijk besluit van 20 oktober 1953, betreffende de Controle- en Herzieningscommissies voor gewapende weerstanders", heeft de 19e juni 1957 het volgend advies gegeven :

Le but du projet , qui ne ressort guère de l'intitulé, est de fixer un terme à l'activité des commissions de revision pour résistants armés siégeant en matière de réexamen.

La loi du 30 mai 1953 qui a modifié l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée, a maintenu les commissions de revision créées par l'arrêté ministériel du 19 juin 1948 et leur a confié une double mission :

1° statuer en degré d'appel sur les décisions rendues par les commissions de contrôle;

2° en cas d'erreur de fait ou de production d'éléments nouveaux, statuer en réexamen des décisions rendues par elles en degré d'appel.

L'article 1er de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 modifié par la loi du 30 mai 1953, dispose comme suit en son dernier alinéa :

"Les délais dans lesquels ces commissions, ainsi que celles que prévoient les articles 2, 4 et 5bis, devront avoir rempli leur mission, seront déterminés par arrêté royal".

C'est en exécution de cet alinéa que le projet fixe, pour l'introduction des recours devant les commissions de revision statuant en matière de réexamen, un dernier délai de soixante jours, prenant cours le lendemain de l'entrée en vigueur de l'arrêté projeté pour les décisions en degré d'appel rendues antérieurement à cette date et le lendemain de la notification de ces décisions si elles sont rendues postérieurement.

.../...

Etant donné que le réexamen est une voie de recours extraordinaire analogue à la requête civile et à la revision en matière pénale, qui, en principe, ne doit pas être soumise à d'autres délais que ceux qui prennent cours à partir de la découverte de l'erreur de fait ou de l'élément nouveau, on peut se demander si le Roi trouve dans l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 le pouvoir de mettre fin à l'activité des commissions de revision en tant qu'elles statuent en matière de réexamen.

Il faut observer cependant que l'article 1er, dernier alinéa,ne formule aucune restriction quant aux pouvoirs qu'il confère au Roi. Certes, le texte vise les commissions prévues à l'article 5 bis de l'arrêté-loi , article qui traite de la mission des commissions de revision en tant qu'instance d'appel, et ne mentionne pas les commissions prévues à l'article 5 ter qui est relatif au réexamen en tant que l'article 5 ter les charge du réexamen . Il n'y avait pas lieu à pareille mention étant donné que l'article 5 ter se borne à dire qu'en cas de réexamen "l'affaire sera renvoyée devant la commission de revision qui a rendu la décision attaquée", c'est-à-dire la commission visée à l'article 5 bis.

C'est, du reste, ainsi que le Conseil d'Etat, dans son avis L. 2336/1 du 22 octobre 1951 avait interprété le texte puisqu'il faisait observer au sujet de l'article 1er, dernier alinéa : "L'activité des commissions de contrôle prendra nécessairement fin avant celle des commissions de revision statuant, tant en degré

.../...

d'appel que sur demande de réexamen. Le Conseil d'Etat suggérait en conséquence de remplacer "Le délai" par "Les délais". Le Gouvernement suivit cette suggestion lors du dépôt du projet, ce qui indiquait qu'il partageait l'interprétation suivant laquelle l'alinéa visait toute l'activité des commissions de revision.

Quant aux Chambres, elles adoptèrent le texte proposé par le Gouvernement et ni les rapports des commissions, ni les débats parlementaires ne révèlent la moindre indication permettant de donner au texte une interprétation restrictive. Au contraire, toutes les interventions, tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat, témoignent de la volonté du législateur de voir limiter le temps pendant lequel la reconnaissance de la qualité de résistant armé pourrait être remise en cause. Le rapport de la Commission de la Défense nationale du Sénat se faisait l'écho des groupements de résistance qui craignaient "qu'à tout moment la qualité de résistant armé puisse être contestée"; M. REY, à la Chambre des Représentants, souhaitait qu'en un ou deux ans le réexamen soit terminé de façon à ce que les résistants puissent vivre tranquilles sans qu'on remette à nouveau en discussion leur qualité de résistant reconnu. Le Ministre de la Défense nationale déclarait se rallier à ces paroles (séance du 3 décembre 1952). Au Sénat, toutes les remarques furent faites dans le même esprit et le Ministre marqua chaque fois son accord. Certes, les interventions parlementaires visaient en ordre essentiel les demandes en réexamen introduites par l'Office de la Résistance en vue du retrait de la qualification de résistant à ceux qui l'avaient obtenue antérieurement, alors qu'ils ne l'auraient pas méritée. Il reste

.../...

toutefois qu'en l'absence d'une disposition créant un régime différent suivant la partie demanderesse, les textes doivent être interprétés de la même façon, quel que soit le demandeur en réexamen.

En conséquence, bien que le projet s'écarte de la conception traditionnelle en matière de voies de recours extraordinaires, il doit être considéré comme légal étant donné que le texte de l'article 1er, dernier alinéa, qui donne au Roi le pouvoir de fixer un délai pour mettre fin à l'activité des commissions, ne comporte aucune restriction, que l'attention du Gouvernement a été attirée sur l'interprétation à laquelle ce texte donnait lieu, que le Gouvernement a marqué tacitement son accord sur cette interprétation en déposant son projet de loi sans y insérer de réserves sur ce point et que les diverses interventions au Parlement ont marqué la volonté du législateur de voir réduire au temps minimum nécessaire la période pendant laquelle il pourrait y avoir lieu à réexamen.

Pour le surplus, le projet appelle uniquement les observations suivantes :

1. Les deux derniers alinéas de l'article 1er de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 ont été modifiés par l'article 1er de la loi du 30 mai 1953. En conséquence, l'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté-loi du 19 septembre 1955 établissant le statut de la résistance armée, maintenu en vigueur par la loi du 1er juin 1949, notamment les deux derniers alinéas de l'article 1er modifiés par la loi du 30 mai 1953";

2. La partie liminaire de l'article 1er serait plus simplement rédigée comme suit :

"L'article 20, alinéa 3, de l'arrêté royal du 20 octobre 1953 est complété par la disposition suivante : ... ".

Het doel van het ontwerp, dat in het opschrift nauwelijks tot uiting komt, is een termijn te stellen voor de werkzaamheden van de herzieningscommissies voor gewapende weerstanders in verband met aanvragen om nieuw onderzoek.

De wet van 30 mei 1953, die de besluitwet van 19 september 1945 tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand heeft gewijzigd, heeft de door het ministerieel besluit van 19 juni 1948 ingestelde herzieningscommissies gehandhaafd en hun een tweevoudige taak opgedragen :

1° uitspraak doen over een hoger beroep tegen beslissingen van de controlecommissies ;

2° bij feitelijke dwaling of bij overlegging van nieuwe gegevens, uitspraak doen over aanvragen om nieuw onderzoek van de beslissingen die zij in hoger beroep hebben uitgesproken.

Artikel 1 van de bij de wet van 30 mei 1953 gewijzigde besluitwet van 19 september 1945 zegt in het laatste lid :

"De termijnen binnen welke deze commissies, alsmede die welke in de artikelen 2, 4 en 5bis zijn bedoeld, hun werkzaamheden moeten beëindigd hebben, worden bij koninklijk besluit vastgesteld".

.../...

Ter uitvoering van dit laatste lid wordt in het ontwerp, ter zake van de indiening bij de herzieningscommissies van aanvragen om nieuw onderzoek, een laatste termijn van zestig dagen vastgesteld, die ten aanzien van vóór die datum in hoger beroep uitgesproken beslissingen ingaat de dag volgend op de inwerkingtreding van het ontworpen besluit en die ten aanzien van beslissingen, die na de inwerkingtreding mochten worden uitgesproken, ingaat de dag na de kennisgeving.

Aangezien het nieuw onderzoek een buitengewoon rechtsmiddel is in de aard van het requestciviel en de herziening in strafzaken, waarvoor in beginsel geen andere termijnen kunnen worden opgelegd dan die welke ingaan de dag waarop de feitelijke dwaling of het nieuw gegeven wordt ontdekt, is de vraag, of de Koning op grond van de besluitwet van 19 september 1945 wel bevoegd is om een einde te maken aan de werkzaamheid van de herzieningscommissies inzover deze over een nieuw onderzoek uitspraak doen .

Hierbij zij echter opgemerkt, dat artikel 1, laatste lid, geen beperking stelt ten aanzien van de aan de Koning opgedragen bevoegdheid. Wel doelt de tekst op de commissies waarvan sprake in artikel 5bis van de besluitwet dat handelt over de taak van de herzieningscommissies als instantie in hoger beroep, en vermeldt hij niet de commissies waarvan sprake in artikel 5ter, dat over het nieuw onderzoek handelt, voor zover dit artikel 5ter ze met het nieuw onderzoek belast. Deze verwijzing kan achterwege blijven, want artikel 5ter beperkt er zich toe te

.../...

zou kunnen betwist worden". In de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de heer REY de wens uitgesproken, dat het nieuw onderzoek na een jaar of twee zou zijn beëindigd zodat de weerstanders niet meer te vrezen hebben, dat hun hoedanigheid van erkende weerstander opnieuw kan worden betwist. De Minister van Landsverdediging verklaarde zich bij deze spreker aan te sluiten (vergadering van 3 december 1952). In de Senaat waren alle opmerkingen eveneens in dezelfde zin en de Minister heeft hiermede telkens ingestemd. De sprekers in het parlement bedoelden wel hoofdzakelijk de van de Dienst voor de Weerstand uitgaande aanvragen om nieuw onderzoek die ertoe strekken de hoedanigheid van weerstander te ontnemen aan hen die ze, ofschoon onverdiend, vroeger hadden gekregen. Dit neemt echter niet weg, dat de teksten bij gemis van enige bepaling die een, naar gelang van de verzoekende partij, verschillende regeling invoert, dezelfde interpretatie moeten krijgen onverschillig wie het nieuw onderzoek vraagt.

Bijgevolg moet het ontwerp, al wijkt het af van de traditionele opvattingen inzake buitengewone rechtsmiddelen, als wettig worden beschouwd, en wel om de volgende redenen : de tekst van artikel 1, laatste lid, dat de Koning bevoegd verklaart een termijn voor het beëindigen van de werkzaamheid van de commissies te stellen, bevat geen beperkingen ; de aandacht van de Regering is gevestigd op de interpretatie waartoe deze tekst aanleiding gaf ; de Regering heeft stilzwijgend met deze interpretatie ingestemd toen zij haar ontwerp van wet indiende

.../...

zonder enig voorbehoud op dit punt te maken en de verscheidene sprekers in het Parlement hebben de nadruk gelegd op de bedoeling van de wetgever, de periode, waarin een nieuw onderzoek kon plaats hebben, tot het strikte minimum te beperken.

Voor het overige zijn bij het ontwerp nog alleen de volgende opmerkingen te maken :

1. De laatste twee leden van artikel 1 van de besluitwet van 19 september 1945 zijn gewijzigd door artikel 1 van de wet van 30 mei 1953. Het eerste lid van de aanhef moet dus als volgt worden gelezen :

"Gelet op de besluitwet van 19 september 1945 tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand, in werking gebleven krachtens de wet van 1 juni 1949, inzonderheid op de bij de wet van 30 mei 1953 gewijzigde laatste twee leden van artikel 1",

2. De inleidende volzin van artikel 1 ware eenvoudiger te lezen :

"Artikel 20, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 oktober 1953 wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	G.HOLOYE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw:	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. H.VLIEBERGH, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.